ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 20 septembre 1978, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux conditions techniques auxquelles doit répondre tout moyen de transport par terre et ses accessoires", a donné le 11 octobre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e september 1978 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de technische eisen waaraan elk vervoermiddel te land en de toebehoren ervan moeten voldoen", heeft de 11e oktober 1978 het volgend advies gegeven :

Article ler.

§ ler. L'alinéa ler tend à donner au Roi les pouvoirs les plus larges en ce qui concerne la détermination des conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules de transport par terre "destinés à être mis en consommation dans le Royaume".

Corrélativement, le projet abroge, dans l'article 7, les dispositions légales particulières qui donnent de tels pouvoirs au Roi pour certaines catégories de véhicules.

Le champ d'application ainsi défini appelle des observations.

1. Si larges soient-ils, les pouvoirs que le projet entend donner au Roi sont évidemment limités à l'objet de la future loi. "Les pouvoirs du Roi visent à améliorer la sécurité routière au sens large du terme", dit exactement l'exposé des motifs, à propos de l'article ler, § ler.

Afin de prévenir d'éventuelles difficultés d'interprétation et de guider le juge dans l'application de la loi future et des arrêtés d'exécution de celle-ci, il se recommanderait que le texte même de l'alinéa ler contienne cette précision. Il pourrait, par exemple, commencer par les mots : "En vue d'assurer la sécurité routière, le Roi arrête ... (la suite comme au projet)".

.../...

2. La loi en projet concerne les véhicules et leurs accessoires "destinés à être mis en consommation dans le Royaume". Cette formule n'est guère heureuse :

a) Le mot "destinés" peut soulever une difficulté d'interprétation lorsqu'il s'agira d'un véhicule qui, à l'origine, n'était pas destiné à la consommation en Belgique et qui reçoit ultérieurement cette destination. Peut-on dire en pareil cas que le véhicule était "destiné" à être mis en consommation en Belgique ? Ainsi en serait-il d'un véhicule introduit en Belgique sous le couvert d'une immatriculation effectuée à l'étranger et mis ensuite en consommation en Belgique.

b) Ne sont "destinés à être mis en consommation en Belgique" que les véhicules et leurs accessoires, soit importés pour leur utilisation en Belgique, soit construits ou fabriqués en Belgique sans être destinés à l'exportation. Les véhicules construits en Belgique pour l'exportation ne tombent donc pas sous l'application du projet. Dès lors que ces véhicules se rendent par la route du lieu de leur construction au lieu de leur expédition, ils échappent à toute obligation relative aux conditions techniques. Le Roi ne pourrait notamment prévoir aucune immatriculation, même temporaire, de ces véhicules. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

.../...

La rédaction de l'alinéa 1er devrait être revue en fonction des observations qui précèdent.

A cette occasion, certaines impropriétés devraient être évitées :

-les conditions techniques ... "telles que ...", "notamment ...". "Telles que" qui fait d'ailleurs pléonasme avec "notamment", est incorrect, les prescriptions n'étant pas des conditions techniques;

-l'immatriculation ne peut, semble-t-il, se rapporter qu'aux véhicules et non à leurs accessoires.

Suivant l'alinéa 2, le Roi "consulte préalablement (aux arrêtés que l'alinéa 1er Lui donne, le pouvoir de prendre) les associations professionnelles représentatives qu'Il désigne s'occupant de la mise en consommation dans le Royaume de ces véhicules de transport et accessoires".

Indépendamment de sa forme, qui devrait être améliorée, cette disposition soulève plusieurs problèmes. L'expression "associations professionnelles représentatives ... s'occupant de la mise en consommation dans le Royaume de ces véhicules de transport et accessoires" est particulièrement imprécise :

.../...

a) quelles sont les professions qui doivent être considérées comme s'occupant de la mise en consommation dans le Royaume de ces véhicules de transport et accessoires ?

b) selon quels critères la représentativité des associations dont il s'agit, sera-t-elle reconnue ?

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Le contrôle des véhicules mis en circulation ou destinés à être mis en circulation peut être confié à des organismes agréés à cette fin par le Ministre qui a les transports par route dans ses attributions. Le Roi fixe les conditions de l'agrément".

§ 2. La loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, dispose comme suit à l'article ler :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, toute mesure nécessaire pour assurer l'exécution des obligations résultant des traités internationaux et des actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales".

Selon l'exposé des motifs du projet, "la loi du 18 février 1969, ne couvre pas à suffisance, la matière technique des véhicules vu qu'elle vise essentiellement la politique des transports et non pas la liberté

.../...

d'établissement et de commerce dans le domaine industriel".

Cette explication confond deux notions distinctes : le fondement légal des pouvoirs du Roi en matière de conditions techniques et le fondement légal de dispositions qui imposent des obligations particulières aux constructeurs ou aux importateurs.

En ce qui concerne les conditions techniques proprement dites, le Conseil d'Etat a estimé, dans ses avis L. 12.880/2 à 12.891/2, que cette matière entrait dans les prévisions de la loi du 18 février 1969 précitée.

Quant aux dispositions imposant des obligations particulières aux constructeurs ou importateurs, elles ne trouveront de fondement que dans la loi en projet.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, le Gouvernement, sensible aux inconvénients qui pourraient résulter de la différence de fondements légaux de mesures qui ne se distinguent que par les catégories de personnes auxquelles elles seront applicables, entend que ces mesures aient toutes pour fondement unique la loi en projet qui, d'ailleurs, simplifie les procédures et unifie la matière des sanctions pénales et de la recherche des infractions.

Cette intention, pour être réalisée sans équivoque, exige que soit insérée dans le projet une disposition modificative de la loi du 18 février 1969. Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

.../...

"Article ... .

L'article ler de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

"La présente loi n'est pas applicable aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les moyens de transport par terre et leurs accessoires".

Article 2, §§ ler et 2, et article 6.

I. L'article 2 établit les peines en cas d'infraction aux arrêtés pris "en application de l'article ler de la présente loi".

La réglementation en vigueur relative aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules, trouve son fondement dans les lois ou arrêtés-lois suivants : arrêté-loi du 30 décembre 1946, arrêté-loi du 26 février 1947, loi coordonnée relative à la police de la circulation routière, loi du ler août 1960 et loi du 18 février 1969. Certaines dispositions, cependant, ou bien ne trouvent dans ces lois et arrêtés-lois aucun fondement, ou n'y trouvent un fondement qu'au prix d'une interprétation extensive.

La loi en projet a, notamment, pour objet d'unifier le fondement légal de l'ensemble de la réglementation relative aux conditions techniques et, le cas échéant, d'assurer un fondement aux dispositions qui en manqueraient. Elle se substitue ainsi aux diverses dispositions qui attribuaient au Roi les pouvoirs nécessaires en la matière et, dans les autres cas, constitue, pour l'avenir, le fondement qui ferait

actuellement défaut. Dans la mesure où elle n'est pas contraire aux dispositions de la loi en projet, la réglementation en vigueur reste d'application.

S'il est certain que, en raison du principe de la non-rétroactivité des lois, les sanctions pénales prévues par l'article 2, ne pourront être appliquées qu'en cas d'infractions commises après l'entrée en vigueur de la loi en projet, il subsiste cependant une difficulté.

En effet, la loi en projet n'envisage que les infractions aux arrêtés pris "en application de l'article ler de la présente loi", alors que la réglementation en vigueur -qui peut subsister- a été prise en exécution d'autres dispositions légales.

Afin d'éviter toute discussion, il conviendrait de rédiger le début du paragraphe ler de l'article 2 de la manière suivante :

"Les infractions aux arrêtés qui ont pour objet les conditions techniques relatives aux véhicules de transport par terre et à leurs accessoires sont punies ...".

A l'article 2, § ler, 3e alinéa, et § 2, 2e alinéa, le mot "intervenant" est superflu et doit être omis.

+

.../...

II. Du rapprochement du § 1er avec l'article 4, § 3, ainsi que d'un passage de l'exposé des motifs, il pourrait se déduire que dans l'intention du Gouvernement, pourraient être poursuivies en vertu des arrêtés pris en exécution de la loi en projet, les personnes qui utilisent des moyens de transport ou des accessoires non conformes aux conditions techniques prescrites.

L'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, pris sur la base de la loi coordonnée sur la police de la circulation routière, contient des dispositions de caractère technique, notamment dans le titre IV. Les infractions à ces dispositions sont constatées et punies conformément aux prescriptions de la loi coordonnée.

Si l'intention du Gouvernement est bien celle qui a été supposée ci-dessus, il y aurait lieu, le moment venu, de mettre toutes les dispositions de caractère technique qui, dans l'arrêté royal du 1er décembre 1975, se rapportent aux véhicules et à leurs accessoires, en harmonie avec les arrêtés qui seront pris en exécution de la loi en projet.

+

III. Le paragraphe 2 de l'article 2 doit être rapproché de l'article 6. Il est permis de croire qu'indépendamment des personnes physiques condamnées comme auteurs ou complices de l'infraction, les personnes physiques ou morales susceptibles d'être frappées des interdictions prévues à l'article 2, § 2, sont, celles-là mêmes qui auront été condamnées comme civilement responsables après avoir été appelées à la cause et avoir pu, par conséquent, s'y défendre.

.../...

Si telle était bien l'intention du Gouvernement, il conviendrait que le texte l'exprime. En outre, il serait plus logique et plus clair de faire du texte de l'article 6, un § 2 de l'article 2, l'actuel § 2, en devenant alors le § 3.

+

IV. Tel qu'il est rédigé, l'article 2, ne paraît pas propre à assurer une application efficace de la peine accessoire de l'interdiction, notamment en cas de récidive.

Celle-ci ne peut être le fait que d'une personne physique, les personnes morales ne pouvant faire l'objet d'une poursuite et d'une condamnation pénales, ni, par conséquent, récidiver. L'interdiction de vendre ou de donner en location les véhicules ou accessoires de la catégorie qui a donné lieu à l'infraction, demeurera de toute façon assez théorique si l'auteur de l'infraction peut éluder l'interdiction en exerçant l'activité interdite par personne physique ou morale interposée.

En revoyant cet article, le Gouvernement pourrait s'inspirer de la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyage, loi dont l'article 9 prévoit la faculté, pour les cours et tribunaux, d'interdire à l'auteur de l'infraction d'exercer "personnellement ou par personne interposée", l'activité qui a donné lieu à l'infraction. La formule est, elle-même, empruntée à l'article 9, § 5, a), alinéa 3, de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

+

.../...

L'interdiction devrait en tous cas être celle de vendre et de donner en location (non de "louer").

Article 3.

Cet article tend à donner au Roi le pouvoir de fixer les règles selon lesquelles le contrôle de conformité sera exercé aux divers stades de la production et de déterminer les mesures administratives qui pourront être prononcées selon la gravité des manquements constatés.

Il conviendrait que la loi en projet prévoie la nécessité d'assurer le respect des droits de la défense.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-
Le Roi fixe les règles du contrôle administratif permettant de vérifier la conformité, avec le type agréé ou homologué, des véhicules et des accessoires.

Il peut déterminer, dans le respect des droits de la défense, les mesures administratives éventuellement applicables. Ces mesures peuvent comprendre le retrait de l'agrément ou de l'homologation".

Article 4.

Au § 1er, les mots "pris en application de l'article 1er de la présente loi" appellent la même

.../...

observation que celle qui a été faite à propos de l'article 2, § 1er (n° I).

+

A la fin de l'alinéa 1er du § 2, les mots "de même que de ces véhicules, éléments et accessoires" devraient être remplacés par "ainsi que le libre accès à ces véhicules, éléments et accessoires".

Le second alinéa du même paragraphe 2, devrait être rédigé comme suit :

"Ils pourront de même avoir accès aux livres et documents professionnels qui sont en rapport direct et nécessaire avec l'accomplissement de leur mission de recherche des infractions, en prendre copie ou en établir des extraits et obtenir toutes explications à leur sujet. Au besoin, ils peuvent effectuer ou faire effectuer aux risques et frais de l'entreprise, tout essai jugé nécessaire sur les véhicules ou les accessoires".

+

Au § 3, pris à la lettre, les mots "des particuliers" excluent certaines catégories d'utilisateurs : les militaires et les agents des services publics dans l'exercice de leurs fonctions.

.../...

Il semble que l'intention soit plutôt de désigner par ces termes les usagers, par opposition aux constructeurs et aux intermédiaires.

Il convient, dans ce cas, d'écrire "des personnes".

Article 7.

I. Cet article abroge l'article 28 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946.

L'article 28, alinéa 1er dudit arrêté-loi habilite le Roi à fixer les conditions techniques et d'assurance auxquelles doivent satisfaire les véhicules affectés aux différents services visés par l'arrêté-loi.

Le projet ne concernant que les conditions techniques, il y a lieu non pas d'abroger l'article 28, alinéa 1er, mais de le modifier.

L'article 28, alinéa 2, habilitant le Roi à fixer le taux des redevances doit être abrogé.

Il s'indique de réserver une disposition du projet à cette modification et à cette abrogation.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

L'article 28 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, modifié par la loi du 20 décembre 1957, est

.../...

remplacé par la disposition suivante :

"Article 28. Le Roi fixe les conditions d'assurance auxquelles doivent satisfaire les véhicules affectés aux différents services visés par le présent arrêté-loi".

+

II. Selon les explications données au Conseil d'Etat, l'abrogation complète de l'article ler, alinéa 2, de la loi relative à la police de la circulation routière ne correspond pas à l'intention du Gouvernement. Celui-ci veut, en effet, garder la possibilité de fixer des redevances pour couvrir les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant des arrêtés pris en application de la loi coordonnée.

Il y aurait lieu, dès lors, d'ajouter au projet, la disposition suivante :

"Article 8.-

L'alinéa 2 de l'article ler de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, est remplacé par la disposition suivante :

"Ces règlements peuvent prévoir la perception de redevances en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance. Le Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions fixe le taux de ces redevances".

+

III. Dans la loi du 1er août 1960, il y a lieu d'abroger non seulement le 1° de l'alinéa 1er de l'article 7, mais également le 7°.

A l'alinéa 2, il y a lieu de supprimer "et 7°".

Cette abrogation devrait faire l'objet d'une disposition séparée.

Le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

A l'article 7 de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les 1° et 7° sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots "aux 4°, 5° et 7°" sont remplacés par les mots "aux 4° et 5°".

+

Le surplus de l'article 7 du projet devrait faire l'objet d'un article 10, pour lequel le texte suivant est proposé :

"Article 10.-

Est abrogé l'article 2 de l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire, modifié par la loi du 20 décembre 1957".

Artikel 1.

§ 1. Het eerste lid strekt ertoe aan de Koning de ruimste bevoegdheid te verlenen voor het bepalen van de technische eisen waaraan moet worden voldaan door voertuigen voor het vervoer te land, "bestemd om in het Rijk in gebruik te worden gesteld".

Dienovereenkomstig heft het ontwerp in artikel 7 de bijzondere wetsbepalingen op die de Koning een zodanige bevoegdheid geven voor bepaalde categorieën van voertuigen.

In verband met de aldus omschreven werkingssfeer zijn enige opmerkingen te maken.

1. Hoe ruim de bevoegdheid welke het ontwerp aan de Koning wil geven ook mag zijn, zij is vanzelfsprekend beperkt tot wat met de toekomstige wet wordt beoogd. "De machten van de Koning beogen het verbeteren van de verkeersveiligheid in de ruime zin van het woord", aldus de memorie van toelichting met betrekking tot artikel 1, § 1.

Interpretatiemoeilijkheden zouden kunnen worden voorkomen, en tevens zou de rechter een richtsnoer voor de toepassing van de toekomstige wet en de uitvoeringsbesluiten aan de hand worden gedaan, als die bepaling in de tekst zelf van het eerste lid werd opgenomen. Deze tekst zou bij voorbeeld als volgt kunnen beginnen : "Met het oog op de verkeersveiligheid bepaalt de Koning ... (verder zoals in het ontwerp)".

.../...

2. De ontwerp-wet heeft betrekking op de voertuigen en de toebehoren ervan, "bestemd om in het Rijk in gebruik te worden gesteld". Dat is niet zeer gelukkig geformuleerd :

a) Het woord "bestemd" kan een interpretatiemoeilijkheid opleveren wanneer het gaat om een voertuig dat aanvankelijk niet bestemd was om in België in gebruik te worden gesteld, maar die bestemming achteraf krijgt. Kan dan van zo een voertuig worden gezegd dat het "bestemd" was om in België in gebruik te worden gesteld ? De vraag zou zich ook voordoen voor een voertuig dat in België wordt binnengebracht onder dekking van een inschrijving in het buitenland, en naderhand in België in gebruik wordt gesteld.

b) Om "in het Rijk in gebruik te worden gesteld" zijn alleen bestemd de voertuigen en hun toebehoren die, hetzij ingevoerd zijn om in België te worden gebruikt, hetzij in België gebouwd of vervaardigd zijn zonder voor uitvoer bestemd te zijn. Om voertuigen die in België worden gebouwd voor de uitvoer vindt de ontwerp-wet dus geen toepassing. Als ze over de weg van hun bouwplaats naar de plaats van verzending worden gebracht, ontkomen ze aan iedere verplichting inzake de technische eisen. Zo zou de Koning voor die voertuigen geen, zelfs geen tijdelijke, inschrijving kunnen opleggen. Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering het niet zo.

.../...

Het eerste lid zou zo moeten worden omgewerkt dat rekening wordt gehouden met de hiervoren gemaakte opmerkingen.

Tevens zouden dan een aantal onnauwkeurigheden kunnen worden weggewerkt :

- de technische eisen ... "zoals inzonderheid ...". "Zoals", dat overigens pleonastisch gebruikt is bij "inzonderheid", is onjuist, want voorschriften zijn geen technische eisen;

- de inschrijving kan, zo lijkt het, alleen op de voertuigen en niet op hun toebehoren betrekking hebben.

Volgens het tweede lid wint de Koning vooraf (d.i. vóór de besluiten welke hij krachtens het eerste lid kan vaststellen) "het advies in van de representatieve beroepsverenigingen welke hij aanduidt en welke zich bezighouden met het ten gebruike stellen in het Rijk van die voertuigen voor het vervoer en toebehoren".

Afgezien van haar redactie, die verbetering behoeft, levert deze bepaling een aantal problemen op. De woorden "representatieve beroepsverenigingen ... welke zich bezighouden met het ten gebruike stellen in het Rijk van die voertuigen voor het vervoer en toebehoren" zijn ongemeen vaag :

a) welke beroepen moeten worden geacht zich bezig te houden "met het ten gebruike stellen in het Rijk van die voertuigen voor het vervoer en toebehoren" ?

.../...

b) volgens welke maatstaven zullen de bedoelde verenigingen als representatief worden erkend ?

Het derde lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De controle van de voertuigen die in het verkeer worden gebracht of daartoe bestemd zijn, kan worden opgedragen aan instellingen die daarvoor erkend zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort. De Koning bepaalt de voorwaarden inzake erkenning".

§ 2. De wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg bepaalt in artikel 1 :

"De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit de internationale verdragen en uit de krachtens deze genomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden".

Volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp "dekt de wet van 18 februari 1969 niet genoegzaam al wat te maken heeft met de techniek der voertuigen, vermits zij uiteraard de vervoerpolitiek ten doel heeft en niet de vrijheid van vestiging en van handel in de industriële sector".

.../...

In die verklaring worden twee onderscheiden begrippen met elkaar verward : de rechtsgrond van 's Konings bevoegdheid voor het vaststellen van technische voorwaarden en de rechtsgrond van bepalingen die aan de constructeurs of de invoerders bijzondere verplichtingen opleggen.

Wat de eigenlijke technische eisen betreft heeft de Raad van State in zijn adviezen L. 12.880/2 tot 12.891/2 geoordeeld dat die aangelegenheid binnen de voorzieningen van de eerdervermelde wet van 18 februari 1969 viel.

De bepalingen van hun kant die aan de constructeurs en de invoerders bijzondere verplichtingen opleggen, zullen alleen in de ontwerp-wet rechtsgrond vinden.

Volgens de gegevens die aan de Raad van State zijn verstrekt, onderkent de Regering de nadelen die zouden kunnen volgen uit het verschil in rechtsgrond van maatregelen die van elkaar slechts onderscheiden zijn door de categorieën van personen waarop zij toepassing zullen vinden, en wil zij daarom dat al die maatregelen hun ene rechtsgrond ontlenen aan de ontwerp-wet, die overigens de procedures vereenvoudigt en eenheid brent in de opsporing en bestraffing van overtredingen.

Die bedoeling kan slechts dan op ondubbelzinnige wijze worden verwezenlijkt, wanneer in het ontwerp een bepaling tot wijziging van de wet van 18 februari 1969 wordt opgenomen. Die bepaling kan als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel ...-

Artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Deze wet is niet van toepassing op de technische eisen waaraan de middelen van vervoer te land en hun toebehoren moeten voldoen".

Artikel 2, §§ 1 en 2, en artikel 6.

I. Artikel 2 bepaalt welke de straffen zijn bij overtreding van de besluiten "uitgevaardigd op grond van artikel 1 van deze wet".

De thans geldende reglementering betreffende de technische eisen waaraan de voertuigen moeten voldoen, vindt haar rechtsgrond in de volgende wetten of besluitwetten : besluitwet van 30 december 1946, besluitwet van 26 februari 1947, gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer, wet van 1 augustus 1960 en wet van 18 februari 1969. Sommige bepalingen echter vinden in die wetten en besluitwetten ofwel helemaal geen rechtsgrond ofwel toch een rechtsgrond, maar dan ten koste van een extensieve uitlegging.

.../...

De ontwerp-wet heeft onder meer tot doel eenheid te brengen in de rechtsgrond van de hele reglementering betreffende de technische eisen en, waar dat nodig is, rechtsgrond te verschaffen aan bepalingen die hem tot dusver mochten ontberen. Zij treedt derhalve in de plaats van de verschillende bepalingen die aan de Koning de ter zake vereiste bevoegdheid verleenden en levert, in de andere gevallen, voor het toekomende de rechtsgrond op die thans mocht ontbreken. Inzover de nu geldende reglementering niet in strijd is met de bepalingen van de ontwerp-wet, blijft zij van toepassing.

Gezien het beginsel dat wetten niet terugwerken zullen de in artikel 2 bepaalde straffen ongetwijfeld slechts bij nà de inwerkingtreding van de ontwerp-wet begane overtreding toegepast kunnen worden, maar toch blijft er nog een moeilijkheid.

De ontwerp-wet spreekt immers alleen van overtreding van de besluiten "uitgevaardigd op grond van artikel 1 van deze wet", terwijl de thans geldende reglementering - die kan blijven bestaan - vastgesteld is ter uitvoering van andere wetsbepalingen.

Om betwisting te voorkomen redigere men paragraaf 1 van artikel 2 als volgt :

"Overtreding van de besluiten die betrekking hebben op de technische eisen betreffende de voertuigen voor vervoer te land en hun toebehoren wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van tien frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen, onverminderd de vergoeding van de schade indien daartoe grond bestaat".

.../...

In artikel 2, § 1, derde lid, en § 2, tweede lid, vervange men de woorden "recidive (binnen de twee jaren)" door "herhaling (binnen twee jaren)".

+

II. Uit de samengelezen § 1 van artikel 2 en § 3 van artikel 4, alsook uit een passus uit de memorie van toelichting zou kunnen worden afgeleid dat de Regering bedoelt dat vervolging op grond van de ter uitvoering van de ontwerp-wet vastgestelde besluiten mogelijk zou zijn tegen hen die vervoermiddelen of toebehoren gebruiken die niet aan de voorgeschreven technische eisen voldoen.

Het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, vastgesteld op grond van de gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer, bevat bepalingen van technische aard, onder meer in titel IV. Overtreding van die bepalingen wordt vastgesteld en gestraft overeenkomstig de voorschriften van de gecoördineerde wet.

Bedoelt de Regering het werkelijk zo als hiervoren is verondersteld, dan zouden, als het tijdstip daartoe aangebroken is, alle bepalingen van technische aard die in het koninklijk besluit van 1 december 1975 betrekking hebben op voertuigen en toebehoren, in overeenstemming moeten worden gebracht met de ter uitvoering van de ontwerp-wet vastgestelde besluiten.

+

.../...

III. Paragraaf 2 van artikel 2 moet in verband worden gebracht met artikel 6. Aangenomen mag worden dat, afgezien van de natuurlijke personen die veroordeeld zijn als daders van of medeplichtigen aan het misdrijf, de natuurlijke personen of rechtspersonen aan wie het in artikel 2, § 2, opgelegde verbod kan worden opgelegd, die zijn welke als burgerrechtelijk aansprakelijk zullen zijn veroordeeld nadat zij in het geding zijn geroepen en derhalve hun verweermiddelen hebben kunnen voordragen.

Mocht de Regering het inderdaad zo bedoelen, dan zou dat uitdrukkelijk in de tekst moeten staan. Bovendien zou het meer in de rede liggen, en zou het ook de duidelijkheid ten goede komen, als de tekst van artikel 6 werd opgenomen in een § 2 van artikel 2, waar de huidige § 2 dan § 3 zou worden.

+

IV. Zoals artikel 2 geredigeerd is, lijkt het niet geschikt voor een doeltreffende toepassing van de bijkomende straf, met name het aldaar bedoelde verbod, inzonderheid in geval van herhaling.

Herhaling kan alleen van natuurlijke personen uitgaan, daar rechtspersonen niet strafrechtelijk vervolgd of veroordeeld kunnen worden en dus geen herhaling van misdrijf kunnen plegen. Het verbod tot het verkopen of verhuren van voertuigen of toebehoren van de categorie betreffende welke het misdrijf is vastgesteld, zal hoe dan ook vrij theoretisch blijven als de dader van het misdrijf het verbod kan ontwijken door de verboden werkzaamheid uit te oefenen door een tussenpersoon, die een natuurlijke persoon of een rechtspersoon kan zijn.

.../...

Bij het omwerken van dit artikel kan de Regering zich laten leiden door de wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus, waarvan artikel 9 bepaalt dat hoven en rechtbanken de dader van het misdrijf kunnen verbieden "persoonlijk of door een tussenpersoon" de werkzaamheid uit te oefenen naar aanleiding waarvan het misdrijf is gepleegd. De formule is zelf ontleend aan artikel 9, § 5, a), derde lid, van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

+

In de Franse tekst zou in ieder geval moeten worden gewerkt met de term "donner en location" (en niet met "louer").

Artikel 3.

Dit artikel strekt om de Koning te machtigen tot het vaststellen van de regels volgens welke de gelijkvormigheidscontrole in de diverse produktiestadia zal worden uitgeoefend, en van de administratieve maatregelen die zullen kunnen worden genomen volgens de ernst van de vastgestelde tekortkomingen.

De ontwerp-wet zou moeten voorzien in de noodzaak de rechten van de verdediging te eerbiedigen.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

De Koning stelt de regels inzake administratieve controle vast waardoor kan worden nagegaan of de voertuigen en toebehoren gelijkvormig zijn met het erkende of goedgekeurde type.

Hij kan, met inachtneming van de rechten van de verdediging, de administratieve maatregelen bepalen die eventueel toepassing vinden. Tot die maatregelen kan ook de intrekking van de erkenning of van de goedkeuring behoren".

Artikel 4.

Bij de woorden "bij toepassing van artikel 1 van deze wet genomen" is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 2, § 1 (I).

+

Aan het slot van § 2, eerste lid, vervange men in de Franse tekst de woorden "de même que de ces véhicules, éléments et accessoires" door "ainsi que le libre accès à ces véhicules, éléments et accessoires".

Het tweede lid van dezelfde § 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Zij kunnen eveneens inzage nemen van de bedrijfsboeken en -documenten die rechtstreeks verband houden

.../...

met en noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun taak om misdrijven op te sporen; zij kunnen afschrift ervan nemen of uittreksels ervan maken en alle nodige uitleg daarover verkrijgen. Zo nodig kunnen zij, op kosten en risico van de onderneming, elke noodzakelijk geachte proef uitvoeren of doen uitvoeren op de voertuigen of de toebehoren".

Letterlijk opgevat sluit het woord "particulieren" in § 3, bepaalde categorieën van gebruikers uit, met name militairen en ambtenaren van openbare diensten in de uitoefening van hun ambt.

Bedoeld lijken veeleer te zijn de "gebruikers", in tegenstelling met de constructeurs en de tussenpersonen.

In dat geval schrijve men "personen".

Artikel 7.

I. Dit artikel heft artikel 28 van de besluitwet van 30 december 1946 op.

In dat artikel 28, eerste lid, wordt de Koning gemachtigd tot het bepalen van de technische vereisten en de vereisten inzake verzekering waaraan voertuigen die voor de verschillende in de besluitwet genoemde diensten worden gebruikt, moeten voldoen.

Aangezien het ontwerp alleen betrekking heeft op de technische eisen, behoort artikel 28, eerste lid, niet opgeheven maar gewijzigd te worden.

.../...

Artikel 28, tweede lid, dat de Koning machtigt tot het vaststellen van het tarief van de retributies, moet worden opgeheven.

Een bepaling van het ontwerp behoort aan die wijziging en aan die opheffing te worden gewijd.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

Artikel 28 van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van motorvoertuigen, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28. De Koning bepaalt de vereisten inzake verzekering waaraan voertuigen die voor de verschillende in deze besluitwet genoemde diensten worden gebruikt, moeten voldoen".

+

II. Naar aan de Raad van State is verklaard, strookt de algehele opheffing van artikel 1, tweede lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer niet met de bedoeling van de Regering. Deze wil immers de mogelijkheid openhouden om vergoedingen te heffen voor het dekken van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke de krachtens de gecoördineerde wet vastgestelde besluiten meebrengen.

.../...

De volgende bepaling zou derhalve aan het ontwerp moeten worden toegevoegd :

"Artikel 8.-

Artikel 1, tweede lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bij die reglementen kan worden voorgeschreven dat vergoedingen worden geheven tot gehele of gedeeltelijke dekking van de kosten van beheer, controle of toezicht. De Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort, bepaalt het bedrag van die vergoedingen".

+

III. In de wet van 1 augustus 1960 moet in artikel 7, eerste lid, niet alleen 1° maar ook 7° worden opgeheven.

In het tweede lid dient "en 7°" te vervallen. Aan deze opheffing zou een afzonderlijke bepaling moeten worden gewijd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

In artikel 7 van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden 1° en 7° opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "in 4°, 5° en 7°" vervangen door "in 4° en 5°".

+

.../...

Wat nog van artikel 7 van het ontwerp overblijft, zou in een artikel 10 moeten komen, waarvoor de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.-

Artikel 2 van de besluitwet van 24 februari 1947 waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor rekening van hun eigenaar, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.